

Appel à contributions

Femmes racisées, immigration et instabilité institutionnelle au Québec : expériences vécues, trajectoires et analyses critiques

Alors que les régimes migratoires contemporains sont souvent présentés comme de simples dispositifs techniques de gestion des flux, ils participent en réalité à une reconfiguration profonde des hiérarchies sociales, genrées et racialisées. Au Québec comme au Canada, les politiques et cadres réglementaires en matière d'immigration ont connu, au cours des dernières années, des transformations fréquentes, parfois abruptes, qui redéfinissent continuellement les conditions d'admission, de séjour, d'accès au marché du travail et à la résidence permanente.

Dans ce contexte, ces reconfigurations successives, inscrites dans des logiques de gouvernementalité migratoire, de rationalité néolibérale et de sécurisation des frontières, contribuent à instaurer un régime d'instabilité institutionnelle durable. Loin de relever d'une simple contingence administrative, cette instabilité constitue un mode de gestion différenciée des mobilités, produisant des formes structurelles de précarité statutaire.

Parallèlement, l'immigration fait l'objet d'une politisation croissante, qui renforce son rôle dans les dynamiques politiques contemporaines. Cette évolution se traduit notamment par une polarisation accrue des systèmes partisans autour de cette question. Comme le montrent Xhardez et Paquet (2021), l'intensification de cette politisation contribue à reconfigurer l'espace politique dans lequel les enjeux migratoires sont débattus.

Dans l'espace public, ces transformations s'accompagnent de discours récurrents qui présentent l'immigration comme une menace économique et sociale. En discutant les thèses de David Goodhart, Jonathan Portes montre que ces discours reposent souvent sur une conception implicite de l'immigration comme un jeu à somme nulle, où les travailleurs immigrants seraient en concurrence directe avec les natifs (Goodhart, 2013 ; Portes, 2013). Or, cette idée demeure peu étayée empiriquement, malgré sa forte circulation dans les sphères politiques et médiatiques (Portes, 2013). Fondée sur une logique de compétition, elle continue néanmoins de structurer l'imaginaire public.

Dans le même sens, Phillip Cole souligne que l'immigration est souvent associée à des représentations négatives, notamment comme une charge pour les ressources publiques ou une menace pour la cohésion sociale (Cole, 2015). Ces discours participent à moraliser l'immigration et à légitimer des politiques restrictives ainsi que des formes différenciées d'appartenance. De leur côté, Akakpo et Lenard rappellent que l'exclusion reste au cœur

des enjeux, tout en montrant les limites des cadres théoriques pour en rendre compte (Akakpo et Lenard, 2015). Cette perspective invite à relier l'analyse normative aux formes concrètes que prend l'exclusion.

C'est à l'articulation entre discours publics et dispositifs administratifs que se construit la précarité contemporaine. Elle se manifeste par la multiplication des statuts temporaires, la dépendance à l'emploi, l'imprévisibilité bureaucratique et les restrictions au regroupement familial. Ces dynamiques relèvent de formes de violence administrative ou herméneutique, au sens de Miranda Fricker, en ce qu'elles limitent la capacité à comprendre et à formuler ces expériences (Fricker, 2007). Elles produisent des effets bien réels, tout en demeurant souvent peu visibles.

Si ces dynamiques affectent l'ensemble des populations migrantes, elles touchent de manière disproportionnée les femmes racisées, en raison de l'imbrication des rapports de pouvoir liés au genre, à la racialisation, au statut migratoire et à la classe sociale. Une approche féministe intersectionnelle permet de saisir comment ces rapports se co-produisent et génèrent des formes spécifiques de citoyenneté différenciée. Dans cette perspective, Macé met en évidence l'existence de frontières invisibles qui structurent les expériences et les vulnérabilités (Macé, 2017), invitant à porter attention aux trajectoires situées de celles qui vivent à ces marges.

De nombreuses femmes entreprennent un projet migratoire dans l'espoir d'accéder à une autonomie économique, à une liberté académique ou à des conditions de vie plus justes. Une fois au Québec, elles se heurtent toutefois à des mécanismes structurels de déqualification, à la non-reconnaissance des diplômes, à la segmentation racialisée et genrée du marché du travail, ainsi qu'à des formes de dépendance statutaire et de violence symbolique et systémique (Pierre, 2005). Ces situations concernent également les étudiantes internationales, chercheuses, artistes et professionnelles du milieu culturel. Malgré un niveau de scolarité souvent élevé, elles rencontrent des obstacles persistants en matière d'accès à l'emploi, de reconnaissance professionnelle et de stabilité institutionnelle. Cette tension met en évidence des logiques de hiérarchisation implicite des compétences et des savoirs selon des critères nationaux et racialisés.

Ces formes de précarisation débordent largement les dimensions juridiques et économiques. Elles se manifestent aussi sur les plans psychologique et affectif, en contribuant à des formes d'épuisement institutionnel, de surcharge émotionnelle et d'insécurité chronique. Bien qu'elles soient au cœur de l'expérience migratoire, ces dimensions restent largement invisibilisées dans les cadres politiques et médiatiques (Eberl et al., 2018).

Cet appel à contributions s'inscrit dans une perspective féministe intersectionnelle et mobilise les épistémologies du vécu et des savoirs situés afin d'analyser les expériences migratoires contemporaines. Il propose d'envisager les politiques migratoires non seulement comme des instruments administratifs, mais comme des technologies de pouvoir participant activement à la production de la vulnérabilité, à la hiérarchisation des vies et à la régulation différenciée des corps et des trajectoires.

L'objectif n'est pas uniquement descriptif. Il s'agit de dépasser une analyse strictement administrative des politiques migratoires afin d'interroger les fondements normatifs des régimes contemporains d'appartenance, les mécanismes de racialisation institutionnelle et les conditions structurelles de production de la précarité.

Les propositions pourront notamment explorer :

- les effets genrés et racialisés de l'instabilité des politiques migratoires au Québec et au Canada ;
- les formes contemporaines de précarité statutaire et de dépendance institutionnelle ;
- les rapports entre femmes racisées, travail migrant et exploitation dans une perspective de division sexuelle et racialisée du travail ;
- la précarité académique, la mobilité étudiante contrainte et la hiérarchisation des savoirs ;
- les enjeux de santé mentale, d'affectivité et d'épuisement institutionnel liés à la violence administrative ;
- les discours publics sur l'immigration, les théories de l'exclusion et leurs effets performatifs ;
- les récits de vécu, auto-ethnographies, ethnographies institutionnelles et analyses discursives comme outils critiques ;
- les pratiques de résistance, de solidarité et d'organisation féministe face aux régimes contemporains de gouvernance migratoire.

L'appel est ouvert à des contributions interdisciplinaires mobilisant des approches issues des études féministes, des études migratoires, de la sociologie, des études culturelles, des études médiatiques, des études postcoloniales et décoloniales, ou de l'analyse des politiques publiques. Les contributions pourront être théoriques, empiriques, méthodologiques ou réflexives, à condition de s'inscrire dans un cadre analytique explicite.

L'appel accueille également des contributions en recherche-création, des récits analytiques ou auto-ethnographiques, ainsi que des formats multimédias ou hybrides (essais visuels, productions audio ou audiovisuelles, projets numériques), à condition que la démarche critique, théorique ou méthodologique soit clairement explicitée. Selon leur nature, ces propositions pourront être publiées hors numéro, notamment dans des sections complémentaires comme *MultimiX* ou *Féminisphère*, et feront l'objet d'une évaluation par les pairs.

En mettant en dialogue analyses structurelles et expériences vécues, cet appel vise à éclairer les formes contemporaines d'exclusion et de citoyenneté différenciée et à contribuer aux débats académiques et politiques sur l'immigration, le genre, la racialisation et la justice sociale.

Les propositions devront comprendre un résumé de 300 à 400 mots accompagné d'une brève notice biographique. Pour les projets de recherche-crédation ou les formats multimédias, le résumé devra préciser la nature du médium, la démarche adoptée ainsi que les modalités de présentation envisagées. Les contributions peuvent être soumises en français ou en anglais. Les propositions sont à envoyer par courriel à Aynaz Ghaderi Ghalehno (ghaderi_ghalehno.aynaz@uqam.ca), à Thais Fernandes Santos (fernandes_santos.thais@uqam.ca) et à iref@uqam.ca (envoyer vos propositions aux trois adresses). La date limite est le 2 juillet 2026.

Calendrier provisoire:

- 2 juillet 2026 - Date limite de soumission des propositions
- 20 juillet 2026 - Communication des décisions aux auteur·rices
- 2 novembre 2026 - Date limite de remise des articles et des productions
- 20 janvier 2027 - Retour des évaluations par les pairs
- 2 mars 2027 - Remise des versions finales des articles et des productions
- Avril et mai 2027 - Deuxième ronde de révision, si nécessaire
- Juin 2027 - Mise en ligne du numéro et activités de lancement

Références :

Blake, M. (2015). The right to exclude. In C. E. Akakpo & T. L. Lenard (Eds.), *New challenges in immigration theory*. Routledge.

Cole, P. (2015). Beyond reason: The philosophy and politics of immigration. In C. E. Akakpo & T. L. Lenard (Eds.), *New challenges in immigration theory*. Routledge.

Eberl, J. M., Meltzer, C. E., Heidenreich, T., Herrero, B., Theorin, N., Lind, F., & Strömbäck, J. (2018). The European media discourse on immigration and its effects: A literature review. *Annals of the International Communication Association*, 42(3), 207–223.

Fricker, M. (2007). *Epistemic injustice: Power and the ethics of knowing*. Oxford University Press.

Goodhart, D. (2013). *The British dream: Successes and failures of postwar immigration*. Atlantic Books.

Macé, M. (2017). *Sidérer, considérer : migrants en France*. Paris, France: Verdier.

Pierre, M. (2005). *Les facteurs d'exclusion faisant obstacle à l'intégration socioéconomique de certains groupes de femmes immigrées au Québec : un état des lieux*. *Nouvelles pratiques sociales*, 17(2), 75–94. <https://doi.org/10.7202/011227ar>

Portes, J. (2013). An exercise in scapegoating. *London Review of Books*, 35, 7–9.

Xhardez, C., & Paquet, M. (2021). Beyond the usual suspects and towards politicisation: Immigration in Quebec's party manifestos, 1991–2018. *Journal of International Migration and Integration*, 22(2), 673–690. <https://doi.org/10.1007/s12134-020-00764-3>